

Que l'on soit français, grecques, espagnols ou portugais Ce n'est pas à nous de payer leur crise

■ Depuis quelques semaines les travailleurs grecs sont en lutte contre le plan d'austérité prévu par le gouvernement ■ C'est au tour de l'Espagne et du Portugal de subir les attaques des spéculateurs ■ En France, le gouvernement met en place un plan de rigueur ■ Au cœur de tout cela, un système financier et économique aux abois qui se défend sur le dos des populations.

Petit retour en arrière

En 2008, la crise des subprimes frappe de plein fouet l'économie. Les marchés financiers s'affolent et provoquent, à travers le monde, des faillites et la chute des cours de bourse. Tous les gouvernements, la main sur le cœur, annoncent que l'ère du capitalisme fou est terminée et parallèlement lèvent de l'argent pour renflouer les banques. En France, le gouvernement débloque des centaines de milliards d'euros. Une année plus tard, les banques françaises enregistrent déjà de juteux bénéfices et certaines se permettent de distribuer de nouveau des bonus à leurs traders. Du côté des gouvernements de droite comme de gauche, on regarde, une nouvelle fois, passer le train sans rien dire.

Et pendant ce temps là... en Grèce

Aujourd'hui, ce sont les États et surtout les salarié-es des pays qui sont attaqué-es. À l'origine de tout cela, la baisse de la notation des États par les agences de notation (voir ci-contre). La Grèce est la première à en faire les frais. La baisse de la notation a des conséquences immédiates.

Ne pouvant plus emprunter à des taux d'intérêts raisonnables, l'État est au bord de la cessation de paiement. Alors que les gouvernements ont débloqué de l'argent rapidement pour renflouer les banques, la solidarité des autres pays de la communauté européenne envers les travailleurs grecs se fait attendre. Au final, c'est la population qui va payer pour les errements du système : suppression de primes, augmentation de la TVA de 2%, gel des pensions et rallongement de l'âge du départ à la retraite. Pendant ce temps, les néo-libéraux continuent de spéculer et s'intéressent de très près à l'Espagne et au Portugal. Déjà, le gouvernement espagnol annonce une baisse de 5% du

Agences de notation, mais c'est quoi donc?

Les médias parlent tous des agences de notation sans vraiment dire le rôle qu'elles ont joué dans la crise.

Ces agences sont chargées de noter les entreprises. Meilleure est la note attribuée, plus les conditions de prêts sont bonnes. Or, ces agences de notation sont payées, voire directement liées aux entreprises et aux banques. Il est facile de déterminer le rôle et les pressions qui sont alors en jeu. Dans toutes les crises ce sont elles qui sont au cœur du système. Elles ne doivent pourtant pas en être le bouc émissaire : ce sont les outils d'un système capitaliste qui ne vise qu'un seul but, faire un profit maximum quitte à mettre sur le carreau des pays entiers et ses populations.



salaires des fonctionnaires et celui du Portugal une augmentation d'un point de la TVA.

Comble du cynisme, le système capitaliste, qui a bénéficié des aides financières des gouvernements lors de la crise des subprimes, s'est jeté comme un vautour sur la Grèce pour l'achever... Le peuple grec ne veut pas de ce plan et, des étudiants aux retraités, le peuple se regroupe pour manifester leur opposition au plan du premier ministre grec.

DES CENTAINES DE MILLIARDS POUR L'EUROPE



La solution des gouvernements européens : le marché, toujours le marché...

L'annonce en début de semaine d'un fond européen n'est pas la solution. En effet, les gouvernements vont une nouvelle fois emprunter aux mêmes qui ont mis la Grèce à genoux et qui lorgnent maintenant sur l'Espagne et le Portugal. C'est un véritable cadeau au capitalisme : pour preuve l'augmentation des bourses au lendemain de l'annonce du fonds européen... Mais c'est surtout une attaque, à court terme, contre le salariat européen et particulièrement vis à vis de la fonction publique et des fonctionnaires, qui va avoir lieu. Ce qui se passe en Grèce le montre déjà. Cette crise est organisée pour faire reculer dans toute l'Europe les acquis sociaux, et la France ne sera pas épargnée !

ET DIRE QU'ON VA GELER MON SALAIRE...



Bientôt La France...?

Le gouvernement veut mettre en place un véritable plan d'austérité. En gelant les dépenses publiques, en réalité il les baisse. Par crainte de voir la note de la France s'effondrer, Sarkozy et le gouvernement feront tout pour donner des gages de bon fonctionnement aux marchés boursiers. Et pour cela ce sont les salariés qui vont une nouvelle fois en faire les frais. Le gouvernement prend prétexte de la crise pour essayer de faire payer aux mêmes les frais d'un système qu'ils n'ont pas choisi et qu'ils subissent tous les jours. La réforme des retraites, voulue par le président, en est l'exemple parfait... Et pendant ce temps là les chômeurs sont de plus en plus nombreux, le bouclier fiscal est maintenu et les bénéfices des grandes entreprises continuent d'augmenter.

Se mobiliser et ne pas se résigner !!!

Face à une attaque en règle du système capitaliste, les salarié-es doivent s'unir. Il est hors de question de se laisser faire et que le gouvernement nous dépouille petit à petit sous la pression des marchés financiers. Pour Solidaires, les attaques subies, dans nos secteurs, sur l'emploi et les conditions de travail vont aller en s'aggravant après la décision du gouvernement de mettre en place son plan de rigueur. La remise en cause des retraites, où ce seront une nouvelle fois les salariés qui payeront l'addition, doit être aussi combattue.?

D'autres solutions que celles proposées par les gouvernements sont possibles et il est grand temps qu'ils écoutent les populations.

C'est d'une meilleure répartition des richesses que les peuples ont besoin et non pas d'austérité.

Poursuivre le combat du CNR

Le 27 mai 1943, le Conseil National de la Résistance unifie les mouvements de résistance constitués depuis l'appel à la résistance du 18 juin 1940. Le Conseil National de la Résistance adopte en mars 1945, un programme politique qui sera mis en place en France à partir de la fin de la guerre, notamment : le vote des femmes, la sécurité sociale, la nationalisation des banques, du gaz et de l'électricité, la création du SMIG, le prélèvement exceptionnel des hauts revenus... Le gouvernement depuis l'arrivée de Sarkozy vise à enterrer définitivement toutes ces mesures sociales. Alors, le 27 mai 2010, l'unification des actions de résistance est plus que jamais d'actualité.

Le 27 mai faisons entendre la voix des salariés